Au service
des peuples
et des nations

INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE

Date : 02/04/2019

Pays : Côte d'Ivoire

Description des tâches : Recrutement d'un(e) consultant(e) international(e) en charge de conduire une étude sur l'accès à la justice et le processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire.

Nom du Projet: « Promouvoir l'Etat de droit et les Droits Humains pour consolider la paix en Côte d'Ivoire » (PEDDH)

Durée du contrat/services (si applicable): 30 jours ouvarbles y compris la période de rédaction du rapport.

Les Offres devront être soumises à l'adresse indiquée ci-dessous ou par email à l'adresse : procurement.offers.ci@undp.org au **plus tard le 17 avril 2019 à 17 h00**. L'offre comprendra une proposition technique et une proposition financière, placées sous plis scellés distincts, et devra nous parvenir à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Angle Avenue Marchand, Rue Gourgas Plateau en face de la radio
01 BP 1747 ABIDJAN 01
COTE D'IVOIRE

Si vos propositions techniques et financières ne sont pas scellées dans des enveloppes séparées et distinctes, votre offre peut être rejetée.

Les offres reçues par un autre canal que celui mentionné ci-dessus seront automatiquement rejetées.

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions par écrit à l'adresse indiquée ci-dessus ou par mail à procurement.ci@undp.org ; nous nous efforcerons de vous les fournir rapidement. Cependant, tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report.

L'offre technique devra inclure les informations et documents nécessaires à l'exécution de la tâche à accomplir à savoir :

1. Qualification et expérience dans le domaine (50 points) ;
2. Plan de travail (20 points) ;
3. Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR (30 points).

Votre Offre financière doit être dans un document séparé de l'offre technique. Nous demandons au Consultant de nous faire une offre forfaitaire pour la durée de la consultation.

Les critères d'évaluation retenus sont :

1. Evaluation technique : les candidats qui auront au moins 70% des points seront retenus pour l'étape suivante ;
2. Evaluation financière : offre techniquement qualifiée la moins disante.

1- LES CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE :

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		**Note maximum**	**Consultant**				
			A	**B**	**C**	**D**	**E**
1.	Qualification et expérience dans le domaine	**50**					
2.	Plan de travail	**20**					
3.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	**30**					
	Total	**100**					

Les formulaires d'évaluation des offres techniques figurent dans les trois pages suivantes. La note maximum spécifiée pour chacun des critères d'évaluation indique l'importance relative ou le coefficient de l'article dans le contexte du processus global d'évaluation.

Les formulaires d'évaluation de la proposition technique sont les suivants :

Formulaire 1 : Qualification, Expérience antérieures ; Expertise dans le domaine ;
Formulaire 2 : Plan de travail ;
Formulaire 3 : Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR.

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- <u>Formulaire 1</u>		**Nbre de points maximum**	**Consultant**				
			A	**B**	**C**	**D**	**E**
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	**10**					
1.2	Expertise avérée en matière de recueil et d'exploitation des données liées à l'accès à la justice et à la justice transitionnelle.	**25**					
1.3	Références avérées en matière de travaux internationaux dans le domaine de l'accès à la justice et à la justice transitionnelle	**15**					
		50					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	**Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?**	**20**					
		20					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique Formulaire 3		***Nbre de points maximum***	***Consultant***				
			A	**B**	**C**	**D**	**E**
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
3.1	*La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?*	**5**					
3.2	*Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?*	**5**					
3.3	*La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent et une structure précise du document final attendu?*	**5**					
3.4	*La proposition comprend-elle un cadre de suivi et de feedback avec les commanditaires de l'étude de capitalisation ?*	**5**					
3.5	*La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet ?*	**5**					
3.6	*La proposition intègre t-elle la dimension genre dans l'ensemble de sa démarche*	**5**					
		30					

TERMES DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) INTERNATIONAL(E), EN CHARGE DE CONDUIRE UNE ETUDE SUR L'ACCES A LA JUSTICE TRANSITIONNELLE EN COTE D'IVOIRE

Projet « Promouvoir l'Etat de droit et les Droits Humains pour consolidr la paix en Côte d'Ivoire (PEDDH)

IC – Recrutement d'un(e) consultant(e) international(e) en charge de conduire une étude sur l'accès à la justice et le processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire.

Lieu de la mission:	A Abidjan + missions sur terrain (voir TDR)
Durée de la mission:	**30** jours prestés pour remise du livrable final requis.
Description :	Etude sur l'accès à la justice et le processus de Justice de transitionnelle en Côte d'Ivoire.
Nom du projet:	Promouvoir l'Etat de Droit et les Droits de l'Homme pour consolider la paix en Côte d'Ivoire

I. Contexte et Justification de la mission

Après la crise post-électorale de 2011 ayant entraîné plus de 3000 morts et plus d'un demi-million personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, la Côte d'Ivoire se dirige vers la paix et la stabilité en renforçant ses institutions démocratiques et de gouvernance. Cependant, le pays fait encore face aux défis majeurs de sortie de crise en matière de cohésion sociale, de renforcement de l'Etat de droit y compris la justice transitionnelle, les droits humains et libertés publiques, de gouvernance démocratique. Ces défis impactent le processus de consolidation de la paix et de cohésion sociale ainsi que la promotion du développement durable.

L'ONUCI a été un élément important de la présence des Nations Unies en Côte d'Ivoire en ce qui concerne notamment le dialogue politique autour des questions d'État de droit et des droits humains avec le gouvernement. Avec le retrait de l'ONUCI en juillet 2017, l'équipe Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire a élaboré le programme global d'appui à la consolidation de la paix (PACoP), basé sur le plan de transition de l'ONUCI. Ce programme se focalise sur (i) la solidarité, la cohésion sociale et la réconciliation nationale, y compris la question de la réintégration des retournés et des rapatriés ; (ii) l'état de droit, les droits de l'Homme et la justice transitionnelle ; (iii) les violences sexuelles et les violences basées sur le genre ; (iv) la sécurité communautaire.

S'agissant de la composante relative à l'État de Droit, la Justice et les droits humains, au-delà des causes structurelles qui affectent le fonctionnement du secteur judiciaire et pénitentiaire notamment les lenteurs et les déficits dans le traitement des conflits fonciers, les limites dans la répression des crimes commis pendant la crise postélectorale y compris les violences sexuelles liées au conflit, le non achèvement du processus de justice transitionnelle, les questions en suspens des réparations en faveur des victimes, la presistance des conflits fonciers etc. restent encore des défis qui pourraient nuire à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

Au regard de ces défis, l'ONU à travers le PNUD vient de lancer en appui au Gouvernement de Côte d'Ivoire, le Projet d' « Appui à la promotion de l'Etat de droit et droits humains pour consolider la paix en Côte d'Ivoire »(PEDDH). Ce projet vise à renforcer les capacités de l'État de Côte d'Ivoire à assurer de manière efficace, effective et inclusive les processus de vérité, justice, réconciliation et réparation communautaire en faveur des victimes de la crise, à prévenir et résoudre les conflits fonciers, sources importantes de tensions communautaires ainsi qu'à promouvoir et protéger les droits humains pour une paix durable. De façon spécifique, il s'agira de :*1)* renforcer les capacités des institutions nationales et OSC pour assurer la mise en œuvre du programme de réparation communautaire et pour parachever le processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire notamment la réponse judiciaire aux violences sexuelles liées aux conflits ; *2)* appuyer les acteurs étatiques et les acteurs locaux, y compris les OSC, pour renforcer la gouvernance foncière et prévenir et régler les conflits fonciers en recourant notamment aux modes alternatifs/communautaires de règlement des conflits ; *3)* renforcer les institutions nationales notamment la CNIDHCI, le comité interministériel et les OSC pour promouvoir et protéger les droits humains en assurant une collaboration effective avec les organes de traités relatifs des droits humains. Le projet est mis en œuvre conjointement par le PNUD, le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation et l'appui de l'Équipe d'Experts du Bureau du l'Envoyée du Secertéraire Général en charge de la lutte contre les violences sexuelles en période des conflits.

En effet, les questions liées à la justice transitionnelle et accès à la justice particulièrement en matière foncière, notamment celles liées au genre, sont des axes clès de ce projet.

C'est dans ce cadre que le PNUD recrute un/une consultant(e) International(e) afin d'évaluer le processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire et une étude minitieuse sur l'accès à la justice particulièrement en matière des conflits fonciers.

II. Objectifs de la mission

Evaluler le processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire, l'ensemble des mécanismes mis en place et particulièrement les questions liées aux reparations des victimes, ainsi que faire un état des lieux de l'accès à la justice notamment en matière des conflits fonciers en Côte d'Ivoire.

Elle poursuit les objectifs suivants :

- Evaluer dans quelle mesure les mécanismes de justice transitionnelle ont contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes des populations victimes, hommes et femmes, des crises successives qu'a connues la Côte d'Ivoire particulièrement les questions de réparation ;

- Identifier et documenter les grands enseignements tirés et les bonnes pratiques sur les sujets spécifiques de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire : le droit à la vérité, à la justice, à la réparation et aux garanties de non répetition ;

- Fournir l'information nécessaire et les données désagregées sur le processus de justice transitionnelle pour alimenter la mise en œuvre du projet ;

- Faire une brève revue critique du cadre formel et informel en Côte d'Ivoire en matière d'accès à la justice et collecter des données sur l'état de la pratique et sur les concrètes possibilités d'accès à la justice pour les pauvres particilièrement en matière des conflits fonciers ;

- Juger de la perception qu'ont les populations sur la justice en Côte d'Ivoire.

Cette étude permettra aux bailleurs des fonds et au PNUD de collecter les données de base et de tirer des enseignements qui alimenteront les interventions du projet en cours de mise en œuvre.

III. Zones d'intervention

Cette étude se concentrera dans le district autonome d'Abidjan et des régions : Cavally (Guiglo), Guemon, Tonkpi (Mah), Gbeke (Bouake) et Bagoue (Boundiali) et Poro (Korhogo). La mission pourra

également avoir la possibilité d'extension dans toute autre zone touchée par la crise ou jugée necessaire pour besoin de l'étude.

IV. Méthodologie de l'étude

Une méthodologie plus spécifique d'évaluation ainsi qu'un plan de travail seront présentés par le Consultant International. La méthodologie inclura notamment :

- la revue documentaire en utilisant toutes les sources disponibles
- Des entretiens structurées ou semi-structurées, les focus groupes avec les parties prenantes à tous les niveaux ;
- Des visites de terrain dans les zones d'intervention.

Le/la Consultant(e) international(e) sera libre de proposer tout autre outil ou approche pertinente dans la réalisation de cette étude Il sera libre aussi de prendre contact avec toute personne ou institution susceptible de contribuer à la réalisation de son mandat.

Le/la consultant (e) devra pleinement intégrer la dimension genre dans l'ensemble de sa démarche, dans ses analyses et dans les produits attendus.

Le PNUD-Côte d'Ivoire devra dans la mesure du possible lui faciliter la prise de contact avec les parties prenantes identifiées.

V. Livrables et date de leur remise.

Les principaux produits attendus de la consultation sont :

Résultats attendus	Durée estimée (jours ouvrables)	Date indicative de transmission	Revue et approbation requise
Note de cadrage contenant la compréhension des TDR, la méthodologie validée, la liste des structures et personnes ressources clé à rencontrer ainsi que le calendrier détaillé de l'étude à présenter un jour après la réunion de cadrage	5 jours	Entrée en vigueur de l'étude (To) + 5 jours ouvrés	Comité d'analyse sous l'égide du Représentant Résident
Rapport provisoire contenant les résultats attendus de l'étude	20 jours	To + 20 jours ouvrés	Comité d'analyse sous l'égide du Représentant Résident *Une réunion de débriefing sous forme d'atelier national sera organisée avec toutes les parties prenantes au projet, présentant les principaux constats et conclusions émanant des activités d'évaluation réalisées sur le terrain*

Rapport final intégrant les observations de l'atelier national de validation et une présentation Power Point des résultats et des grandes recommandations de l'étude	30 jours	To+ 30 jours ouvrés	Comité d'analyse sous l'égide du Représentant Résident *Dissémination des résultats à l'occasion d'un atelier national avec le consultant international*

VI. Durée de la mission

La durée de la consultation est fixée à 30 jours ouvrables.

VII. Paiements du(de la) Consultant(e)

Délivrables	Délais	Montant
Note de cadrage et calendrier détaillé de l'étude	A 5 jours du début de la mission	20%
Rapport provisoire contenant les résultats attendus de l'étude	Après 20 jours de travail	40%
Rapport final et présentation Power Point des résultats et des grandes recommandations de l'étude	A la fin du contrat après le rapport final	40%

VIII. Rémunération du(de la) Consultant(e)

Le/la consultant(e) international(e) sera rémunérée sur la base d'une offre financière acceptée par le PNUD.

IX. Critères de qualité

- Une bonne compréhension de la mission
- Une méthodologie pertinente et un calendrier réaliste de mise en œuvre des activités
- Délais et qualité de production des livrables

X. Qualifications

- Diplôme universitaire supérieur du niveau minimum master en droit, rélations internationales ou sciences politiques ou tout autre domaine équivalent, complété par une formation avancée en matière de Justice Transitionnelle ;
- Avoir au moins dix (10) années d'expérience satisfaisante dans le domaine juridique ou sociologique et /ou la pratique judiciaire d'un système de droit romano-germanique et en matière de Justice Transitionnelle ;
- Avoir réalisé au moins deux études de même nature et de complexité similaire à la présente étude ;
- Avoir une expérience pertinente dans la réforme des institutions judiciaire de droit romano-germanique ;
- Etre apte à travailler en milieu institutionnel ;
- Avoir une bonne connaissance de l'environnement social, politique et économique de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique d l'Ouest serait un atout ;
- Toute autre expérience supplémentaire en sociologie, anthropologie, psychologie, légistique, management, sera un atout ;
- Démontrer d'une bonne compréhension des tdrs ;
- Démontrer une aptitude à intégrer systématiquement la problématique du genre ;
- Avoir une parfaite maîtrise du français (lire, écrie et parler) ;
- Avoir mener des études pour le système des nations unies serait aussi un atout.

XI. Compétences et aptitudes

- Bonnes aptitudes interpersonnelles et de travail en équipe;
- Excellente communication orale et écrite en français et en anglais
- Excellent leadership et compétences managériales
- Excellentes capacités de communications rédactionnelles;
- Très motivé avec une habilité à travailler avec un minimum de supervision;
- Maitrise de la langue française et bonne connaissance de l'anglais;
- Bonne maitrise des outils informatiques.
- Connaissance de l'Afrique en général et de la Côte d'Ivoire en particulier serait un atout ;
- Excellentes capacités de facilitation avec l'utilisation de certaines méthodes participatives.

XII. Les critères d'évaluation technique

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
1.	Qualification et expérience dans le domaine	50					
2.	Plan de travail	20					
3.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	30					
	Total	**100**					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					
1.2	Expertise avérée en matière de recueil et d'exploitation des données liées à l'accès à la justice et à la justice transitionnelle.	25					
1.3	Références avérées en matière de travaux internationaux dans le domaine de l'accès à la justice et à la justice transitionnelle	15					
		50					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	20					
		20					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique Formulaire 3		*Nbre de points maximum*	*Consultant*				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
3.1	*La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?*	5					
3.2	*Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?*	10					
3.3	*La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent et une structure précise du document final attendu?*	10					
3.4	*La proposition comprend-elle un cadre de suivi et de feedback avec les commanditaires de l'étude de capitalisation ?*	5					
3.5	*La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet ?*	5					
3.6	*La proposition intègre t-elle la dimension genre dans l'ensemble de sa démarche*	5					
		30					

2 **– LA PRESENTATION DE L'OFFRE FINANCIERE**

Détails des coûts par élément :

Elements	**Cout unitaire**	**Quantité**	**Coût total pour la durée du contrat**
Coûts du personnel			
Honoraires			
Assurance vie			
Assurance maladie			
Communications			
Transport			
Autres(Mentionner svp			
Frais de voyage afin de rejoindre le lieu de la consultance			
Billet d'avion de la destrination d'origine à la destination de la consultance			
Frais de subsistance			
Assurance voyage			
Frais de voyage			
Autres(Mentionner svp)			
Voyage dans le cadre de la consultance			
Frais de transport			
Frais de subsistance			
Assurance voyage			
Frais de voyage			
Autres(Mentionner svp)			
TOTAL			